

Rapport du groupe de travail mixte sur la vision de l'avenir pour l'industrie canadienne de la production d'hydrocarbures en amont

RAPPORT DÉFINITIF 30 novembre 2018

Introduction

Un groupe de travail mixte (« GTM ») a été formé à la fin de l'automne 2017 sous forme de forum pour les gouvernements fédéral et provinciaux et les intervenants de l'industrie pour examiner la compétitivité de l'industrie des hydrocarbures en amont au Canada. Le GTM avait pour but d'en arriver à une compréhension commune des facteurs qui influencent l'investissement dans ce secteur et de déterminer les occasions potentielles pour le Canada de promouvoir ses avantages comparatifs. Le présent rapport résume les conclusions de l'initiative du GTM.

Le GTM était composé de représentants de Ressources naturelles Canada (« RNCan »), du ministère des Finances Canada et d'Environnement et Changement climatique Canada (« ECCC »), des gouvernements de la Saskatchewan (« SK »), de l'Alberta (« AB ») et de la Colombie-Britannique (« BC ») ainsi que d'un groupe de représentants de l'industrie canadienne du pétrole et du gaz provenant des secteurs de la production et des services.

Le GTM a déterminé et évalué les facteurs de compétitivité de certaines régions productrices de pétrole et de gaz et a discuté des enjeux et des approches visant à renforcer la compétitivité du Canada. L'une des forces du modèle du GTM était qu'il offrait la possibilité d'avoir un dialogue avec les participants dans le but de recueillir des commentaires sur la modélisation et l'analyse liées aux enjeux de compétitivité auxquels est confrontée l'industrie.

L'initiative du GTM vient compléter d'autres initiatives fédérales qui se penchaient sur la compétitivité du Canada. Ces initiatives comprenaient notamment le comité multilatéral d'ECCC sur les mesures et les programmes de réglementation des GES (y compris le comité d'examen fédéral, provincial et territorial sur les secteurs tributaires du commerce qui produisent de grandes quantités d'émissions), les six tables de stratégie économique d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE) qui guident les efforts du gouvernement fédéral en vue de façonner la croissance économique future du Canada, et l'examen sur la compétitivité des régions extracôtières de l'Atlantique et celui sur la compétitivité du gaz naturel liquéfié (GNL) de la C.-B.-Canada.

Les objectifs du GTM étaient les suivants :

- Examiner les enjeux ayant des incidences sur la compétitivité de l'industrie des hydrocarbures en amont au Canada, y compris le gaz naturel (« GN »), le gaz naturel riche en liquides (« GNRL »), le pétrole léger de réservoirs étanches (« PLRE »), les sables bitumineux et le pétrole lourd;

- Développer une compréhension commune des facteurs qui influencent les investissements, y compris les compromis envisagés par les investisseurs et les entreprises lorsqu'ils prennent des décisions d'investissements ou de projets;
- Avantages comparatifs de promouvoir le Canada; et,
- Discuter des possibilités de promouvoir l'image de marque de l'énergie canadienne, y compris l'innovation technologique pour appuyer la transition vers une économie à faibles émissions de carbone.

Cette initiative a été dirigée par une Table principale formée de représentants officiels de RNCAN, du ministère des Finances Canada et d'ECCC, et des gouvernements de la C.-B., de l'AB et de la SK, ainsi que de représentants de haut niveau de l'industrie. Des sous-comités techniques ont secondé la Table principale, se concentrant sur des domaines thématiques particuliers — Climat d'investissement commercial, Accès aux marchés, Technologies et innovation et Image de marque du Canada — comme il est illustré dans le graphique ci-dessous :

Table principale	
RNCAN, ECCC, ministère des Finances Canada, gouvernements provinciaux (SK, AB, C.-B.) et l'industrie	
Sous-groupes GN/GNRL/PLRE (initiative dirigée par le PDG du GNRL)	Sous-groupes Sables bitumineux/Pétrole lourd (dirigé par l'ACPP)
Climat d'investissement commercial	
Accès aux marchés	Accès aux marchés
Technologies et innovation	Technologies et innovation
Image de marque du Canada	Image de marque du Canada

L'analyse a exploré un certain nombre de facteurs principaux reconnus comme ayant des incidences sur la compétitivité et les décisions d'investissement (comme l'innovation, les régimes fiscaux, la réglementation environnementale, l'infrastructure, le marché du travail, la confiance du public, la stabilité politique et la politique publique) ainsi que des possibilités axées sur l'avenir pour le secteur des hydrocarbures. Un secrétariat de la modélisation a appuyé les travaux des sous-comités, en quantifiant les répercussions estimées de divers leviers politiques déterminés par l'industrie au niveau des projets, des secteurs et de l'économie dans son ensemble.

L'analyse a également pris en considération les fondements sur lesquels les décisions d'investissement sont prises par l'industrie, en tenant compte d'un certain nombre de mesures de rentabilité, certaines montrant une plus grande importance que d'autres. Le taux de rendement interne représente l'indicateur le plus important dans une décision d'investissement, le prix étant un facteur clé du rendement sur l'investissement. Le prix est

directement influencé par l'accès au marché ou la capacité d'acheminer le produit vers les marchés d'une manière rapide et efficace. Un autre indicateur clé qui a pris une plus grande importance au cours des dernières années est le temps requis pour récupérer l'investissement initial, connu comme la période de récupération. Les investisseurs sont de plus en plus focalisés sur des occasions d'investissement à cycles plus court, avec des périodes de récupération beaucoup plus courtes. Cela aide à atténuer l'incertitude et le risque dans un marché de plus en plus volatil et à faible prix, comme cela a été le cas au cours des trois dernières années. Compte tenu de la récente incertitude dans les marchés pétroliers et des prix fluctuants accompagnés d'autres défis sur le plan de l'investissement dans le secteur de la production d'hydrocarbures en amont au Canada, les investisseurs accordent une importance accrue au temps qui sera requis pour récupérer leur investissement initial (c.-à-d., dividendes). En dernier lieu, les investisseurs tiennent également compte de la complémentarité stratégique et d'une évaluation de l'incertitude et du risque (plus particulièrement en ce qui concerne des facteurs externes sur lesquels l'investisseur a moins d'influence directe).

Occasions pour le secteur du pétrole et du gaz au Canada dans une économie à faibles émissions de carbone

Le secteur du pétrole et du gaz joue un rôle de premier plan dans l'économie canadienne; il a la possibilité de continuer d'être un fournisseur d'énergie fiable, sécuritaire et respectueux de l'environnement sur les marchés mondiaux pour de nombreuses décennies. Le Canada possède d'importantes ressources en gaz naturel et de pétrole brut de haute qualité, mais leur valeur ne peut être réalisée que si le Canada continue à attirer des investissements.

Dans la plupart des scénarios énergétiques les plus éloignés dans le temps, d'importants investissements continus dans le secteur du pétrole et du gaz seront requis pour satisfaire la croissance future projetée de la demande mondiale. Dans Perspective énergétiques mondiales 2017 de l'Association internationale de l'énergie (AIE), sous le cas de base Scénario de nouvelles politiques, on prévoit que, en 2040, la demande de pétrole et de gaz augmentera de 24 % par rapport au niveau actuel. Sous le plus ambitieux scénario de développement durable, la demande de gaz augmentera de 15 % d'ici 2040. Cette croissance de la demande est attribuable aux augmentations de la population, ainsi qu'à une urbanisation et à une industrialisation accrues, principalement en Asie. Le cas de base de l'AIE prévoit également que, d'ici 2040, le pétrole et le gaz naturel continueront de répondre à plus de la moitié de la demande énergétique mondiale.

L'historique Accord de Paris engage des pays de partout dans le monde, y compris le Canada, à maintenir l'augmentation de la température mondiale au cours du présent siècle à moins de 2 °C au-dessus des niveaux

La contribution actuelle

Production

- 5^e producteur mondial de gaz naturel.
- 6^e producteur mondial de pétrole brut.
- 3^e rang mondial pour les réserves pétrolières et parmi les 20 pays principaux pour les réserves de gaz naturel.

Économie

- 109 milliards de dollars en PIB réel direct en 2017 (6,25 % du total du Canada).
- 533 000 emplois directs et indirects en 2017 (y compris ~200 000 dans le secteur des services).
- 110 milliards de dollars en revenus annuels moyens en 2014-2016 (1^{re} parmi les industries canadiennes).
- 12 milliards de dollars en revenus annuels moyens aux gouvernements en 2014-2016.

Participation des Autochtones

- Peuples autochtones — 6 % du total de la main-d'œuvre (moyenne de 4 % dans toutes les autres industries).
- De façon conservatrice, ~ 75 millions de dollars en paiements annuels aux gouvernements autochtones.
- Les entreprises de sables bitumineux ont acheté au-delà de 3 milliards de dollars de produits et services des entreprises autochtones en 2015-2016 et ont fourni 50 millions de dollars aux collectivités autochtones.

Performance environnementale

- Émissions de GES en 2016 - 151 Mt : 21 % des émissions du Canada et 0,31 % des émissions mondiales (Source : ECCC, 2018).
- Le Canada est le seul pays doté d'un système de tarification du carbone parmi les dix principaux exportateurs de pétrole au monde (Source : ACPP, 2018).

préindustriels, et de poursuivre leurs efforts pour limiter l'augmentation de la température même davantage à 1,5 ° C. Les producteurs canadiens de pétrole et de gaz devront continuer d'innover et de concurrencer afin de percer de nouveaux marchés à travers le monde, tant sur les coûts que sur le carbone.

Cela s'applique au pétrole brut (avec une production supplémentaire de 52 millions de barils par jour requise d'ici 2040 pour satisfaire la demande accrue et remplacer la production en baisse des champs de pétrole actuels) ainsi qu'au gaz naturel (avec un nouveau cycle de demande émergente de GNL sur la période de 2022 à 2030).

Les représentants des gouvernements fédéral et provinciaux ont affirmé l'engagement du Canada, par la déclaration de Vancouver, à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) d'au moins 30 % par rapport aux niveaux de 2005 d'ici 2030, pour respecter la contribution prévue déterminée au niveau national du Canada en vertu de l'Accord de Paris. Le Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques est un élément clé du plan du Canada pour respecter son engagement de Paris. En outre, le Canada a soumis une Stratégie de développement à faible émission de gaz à effet de serre à long terme pour le milieu du siècle à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, laquelle présente des scénarios de réductions d'au moins 80 % sous les niveaux de 2005 d'ici 2050. Pour sa part, l'industrie a exprimé son large soutien aux objectifs et aux cadres de politiques sur le climat du gouvernement et elle travaille à trouver des options de conformité à faibles coûts et des leviers politiques pour proposer des incitatifs afin de réduire les émissions de GES tout en se penchant sur les préoccupations liées à la compétitivité.

En tant que cinquième producteur mondial de gaz naturel et sixième producteur mondial de pétrole, le Canada doit réagir aux nouvelles possibilités commerciales et devra continuer de jouer un rôle de premier plan pour répondre à la demande énergétique mondiale. Il peut y arriver d'une manière qui contribue au respect des normes environnementales, sociales et de durabilité élevées. Le Canada à l'occasion de rivaliser pour être un important fournisseur mondial de pétrole et de gaz tout en se conformant à de rigoureuses normes environnementales et sociales. Cela peut et devra faire partie d'un avantage comparatif important du Canada.

Dans le contexte canadien, le GTM a noté les récents rapports du Conseil consultatif sur la croissance économique, « La voie vers la prospérité : relancer la trajectoire de croissance du Canada » et « Favoriser la productivité par l'entremise de l'infrastructure ». Ces rapports soulignaient la possibilité de favoriser le potentiel de croissance dans des secteurs clés tels que l'énergie et les ressources renouvelables, afin de positionner le Canada comme partenaire commercial mondial de choix et de favoriser la productivité au moyen du développement de l'infrastructure. L'industrie énergétique du Canada compte parmi les plus puissants moteurs économiques qui contribuent à l'économie, tant directement que par le biais de ses liens avec d'autres industries comme la pétrochimie, la production d'électricité et le secteur de la fabrication. Les ressources pétrolières et gazières du Canada peuvent également continuer de fournir un approvisionnement énergétique sécuritaire, fiable et abordable aux Canadiens et Canadiennes, tout en garantissant les emplois et la prospérité économique à travers la chaîne de valeur.

Compétitivité : Indicateurs clés

Accès aux marchés/Prix

- Les pipelines d'exportation de pétrole et de gaz fonctionnent au maximum de sa capacité. Les expéditions ferroviaires de pétrole brut ont atteint des sommets alors que les principaux exploitants de pipelines (Enbridge, Trans-Montain) se sont réparti la capacité en raison d'un excédent de la demande des expéditeurs.
- Baisses marquées des prix pour le pétrole brut lourd et le gaz naturel canadiens par rapport aux États-Unis, en moyenne de plus de 40 % et de 50 % respectivement jusqu'à maintenant en 2018.
- Selon l'ONE, le système de pipelines canadien fonctionne au maximum de sa capacité ou presque.

Rendement de l'investissement

- Les projets comparables de gaz naturel riche en liquides (GNRL) aux États-Unis présentent deux fois le taux de rendement des projets similaires au Canada (16 % comparativement à 9 % TRI) et remboursent leur capital un à deux ans plus tôt.
- Les investissements au large de la côte américaine du golfe du Mexique ont des rendements des investissements qui sont 2,5 % (en termes absolus) plus élevés que les sables bitumineux.

Indicateurs du marché

- L'investissement dans le pétrole et le gaz aux États-Unis augmente (de ~15 % en 2018), tandis que l'investissement dans le pétrole et le gaz au Canada a atteint un plateau.
- Déclin continu des investissements dans les sables bitumineux canadiens — IDE au Canada à leur plus bas niveau depuis 2010.
- Les activités des F et A canadiennes en amont ont été de 20 milliards de dollars en 2016, de 5 milliards de dollars en 2017, et ont décliné davantage jusqu'à maintenant en 2018.

Qui plus est, le développement pétrolier et gazier, s'il est bien fait, peut continuer de promouvoir les possibilités de croissance et de réconciliation inclusives avec les peuples autochtones. Déjà, les collectivités autochtones sont des partenaires importants et en croissance dans le secteur de l'énergie. Par exemple, en 2015-2016, les entreprises de sables bitumineux ont acheté pour plus de 3 milliards de dollars auprès d'entreprises détenues par des Autochtones.

Les producteurs canadiens de pétrole et de gaz collaborent sur les technologies et l'innovation afin de réduire l'intensité des émissions de GES et de découpler la croissance future de la production de l'augmentation des émissions de GES en amont.

Pour le gaz naturel, avec de grands travaux d'électrification et d'importantes réductions des émissions de méthane, il est possible d'augmenter la production de façon marquée tout en conservant les émissions de GES absolues à leurs niveaux actuels ou sous ces niveaux. Tout cela grâce à des facteurs tels que l'accès du Canada à l'hydroélectricité, source non émettrice, aux mesures continues pour améliorer l'efficacité de la production du gaz naturel et aux mesures de réduction du méthane (attribuables en partie aux mesures fédérales et provinciales visant à réglementer les émissions de méthane). Le règlement fédéral final sur le méthane a été publié dans la Gazette du Canada le 26 avril 2018, dans le cadre de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* (LCPE). Il reste un certain nombre de défis commerciaux et liés à l'infrastructure de transport qui, si l'on s'y attaque, pourraient permettre une importante électrification dans ce secteur.

Pour ce qui est des sables bitumineux, l'accent est mis sur la volonté de découpler la croissance de la production de la croissance des émissions de GES. Des réductions d'intensité des émissions de GES devraient résulter des améliorations d'efficacité continues, de la mise en œuvre de nouveaux procédés d'extraction novateurs (p. ex., la réduction des besoins en vapeur pour le développement des sables bitumineux in situ), d'une réduction des nouvelles productions à forte intensité des émissions des projets miniers et de l'utilisation de nouvelles technologies novatrices comme la technologie de valorisation partielle. Des politiques souples et efficaces sur le climat, comme la tarification du carbone, soutiennent ces objectifs. Si ces technologies et ces mesures novatrices sont mises en œuvre à grande échelle, les sables bitumineux canadiens pourraient produire et exporter du pétrole et du gaz avec un profil d'émissions concurrentiel comparativement à des sources d'approvisionnement concurrentes.

Dans l'ensemble, il existe un potentiel pour que les exportateurs canadiens de pétrole et de gaz avec des intensités d'émissions moindres déplacent certaines sources d'approvisionnement concurrentes dans le marché, ce qui aurait pour conséquence de réduire l'ensemble des émissions mondiales. Par exemple, avec l'électrification, le GNL de la C.-B. aurait une des plus faibles intensités d'émissions parmi les fournisseurs mondiaux et pourrait déplacer des émissions liées à la combustion de charbon sur les marchés asiatiques.

En résumé, le Canada a la possibilité de jouer un rôle de chef de file dans la transition mondiale vers une économie à plus faibles émissions de carbone, tandis que **le Canada serait un fournisseur de choix de pétrole et gaz concurrentiels sur le plan des coûts et des émissions de carbone tant sur les marchés intérieur que mondiaux, qui seraient produits selon les normes de performance environnementale et sociale de niveau international.**

Le contexte concurrentiel actuel pour le secteur pétrolier et gazier du Canada

Le secteur canadien de la production d'hydrocarbures en amont tente d'attirer les investissements dans un contexte mondial. L'industrie mondiale des hydrocarbures en amont émerge actuellement de l'une des plus grandes récessions de son histoire. À la suite d'une baisse des prix, qui a commencé au milieu de 2014, l'industrie a traversé une période de réductions importantes des dépenses d'investissement. Les dépenses mondiales en amont ont baissé, de 2014 jusqu'en 2016, d'environ un tiers par rapport à leur sommet de 1,3 billion de dollars. En parallèle, d'importantes suppressions d'emplois ont eu lieu dans l'industrie, dans le secteur des services et dans les secteurs connexes. Récemment, il y a eu certaines raisons d'être optimiste, avec le rétablissement des prix à partir des seuils du début de 2016, aidés par la décision de l'OPEP de réduire l'approvisionnement afin de rééquilibrer les marchés. Alors qu'une importante augmentation des investissements a récemment été observée aux États-Unis dans des projets sur terre, les dépenses mondiales à cycle long en tant que pourcentage des investissements totaux en amont ont en fait augmenté modérément au cours des cinq dernières années. Dans la perspective de 2019, on a tout lieu de penser que le regain des activités d'investissement se poursuivra à l'échelle mondiale.

À ce jour, cette récupération en amont ne s'est pas complètement réalisée au Canada. Bien qu'un virage dans la façon d'investir se soit produit vers le GNRL et le pétrole de réservoirs étanches au Canada et aux États-Unis, cette tendance ne s'est pas produite au Canada avec la même ampleur visible aux États-Unis et les dépenses dans ces domaines dans le secteur canadien en amont demeurent bien en deçà des sommets atteints au début de la décennie. En revanche, on s'attend que les dépenses annuelles dans les sables bitumineux diminuent pour la quatrième année consécutive; elles suivent ainsi une tendance à la baisse en pourcentage des dépenses mondiales en amont. Une croissance connexe dans les secteurs du gaz naturel liquéfié (« GNL ») et de la pétrochimie en cours dans d'autres administrations ne s'est pas encore réalisée au Canada, mais ces secteurs montrent un optimisme croissant. Dans l'ensemble, les dépenses d'investissement en amont au Canada ont diminué et sont maintenant stationnaires à des niveaux bien en dessous de ceux observés plus tôt dans la décennie.

Malgré les défis actuels liés aux marchés, le Canada continue de disposer d'attributs très positifs pour ce qui est de sa capacité d'attirer les investissements, notamment l'ampleur et la qualité des ressources, ses normes environnementales de classe mondiale et ses systèmes de redevances concurrentiels. Cependant, le paysage concurrentiel a changé au cours des dernières années, alors que le monde est passé d'une pénurie perçue de l'approvisionnement énergétique à un avenir plus abondant pour l'approvisionnement énergétique.

Les données de l'industrie indiquent que l'investissement total dans le secteur canadien de la production d'hydrocarbures en amont a diminué au cours des dernières années, passant de 81 milliards de dollars en 2014 à 38 milliards de dollars en 2017, suivant la tendance mondiale pendant ces années. Il existe un certain nombre de raisons qui contribuent à cette réduction dans les investissements. Bien qu'il soit difficile d'attribuer les effets à un seul facteur, il existe une reconnaissance générale que des conditions de marché élargies (p. ex., croissance du pétrole et du gaz de schiste perturbant la dynamique des marchés nord-américains, répercussions mondiales de la baisse des prix) et l'évolution du paysage politique et réglementaire ont contribué à cette tendance. Les grands producteurs et les grandes entreprises de services déplacent leurs capitaux d'investissement et les emplois associés vers d'autres territoires de compétence, notamment les États-Unis. Au même moment, les petits et moyens exploitants canadiens ont beaucoup de difficulté à attirer le financement.

L'environnement commercial à travers les territoires de compétence peut aussi avoir des répercussions concrètes sur la capacité d'attirer les investissements et la circulation des capitaux (p. ex., accès aux marchés, taxes et redevances, système réglementaire). Cela est vrai, que les mesures mises en œuvre par le gouvernement soient temporaires ou permanentes. Par exemple, de nombreux analystes de marché voient les réformes fiscales, modifications réglementaires et barrières commerciales récentes aux États-Unis comme des facteurs qui vont changer la donne et modifier les tendances en matière d'investissement mondial de façon significative.

L'urgence d'aborder la compétitivité provient de la confluence de plusieurs facteurs. Ceux-ci comprennent : l'augmentation observée et notable de la migration des capitaux d'investissement vers d'autres pays (particulièrement les États-Unis); les difficultés

d'attirer de nouveaux investissements en capitaux au Canada; la venue de la prochaine conjoncture favorable pour participer aux marchés mondiaux du GNL et l'impératif croissant de diversifier les marchés pour le pétrole brut ailleurs qu'aux États-Unis.

Les actions potentielles en vue de garantir que le secteur du pétrole et du gaz au Canada demeure concurrentiel sur le plan de l'économie et sur celui du carbone relèvent *autant* de l'industrie que des gouvernements.

Par l'entremise de la Déclaration de Vancouver et du Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques, les gouvernements affirment qu'ils mettent en œuvre de nombreuses mesures politiques concrètes qui s'adressent à tous les secteurs de l'économie. Des progrès sont accomplis dans les domaines de la tarification du carbone, des mesures complémentaires visant à réduire les émissions, de l'accélération du déploiement de technologies, de l'appui à l'innovation et de la stimulation de la croissance économique tout en réduisant les émissions et en prenant des mesures visant à appuyer l'adaptation aux changements climatiques.

Pour sa part, l'industrie continue à réduire sa structure de coûts et aborde l'intensité des émissions de GES en rehaussant les efficacités et en mettant en œuvre de nouvelles technologies ainsi que des systèmes et de procédés innovateurs. Il sera important de poursuivre ce progrès tant sur le front économique que sur celui des émissions de carbone et l'innovation et les technologies seront la clé du succès du Canada pour l'avenir. La commercialisation de la technologie est un défi continu, en raison, notamment, des difficultés à accéder à du financement.

L'industrie et les gouvernements ont l'occasion de prendre des mesures supplémentaires afin de créer les conditions requises pour conserver et attirer les investissements.

Le GTM reconnaît que l'accès aux marchés demeure la clé pour permettre la croissance de la production et des bénéfices connexes. Pour ce qui est du gaz naturel, le Canada a malheureusement perdu des marchés traditionnels dans l'est du Canada et les États-Unis en raison de la production croissante aux États-Unis et le manque d'accès à des pipelines dans l'est du Canada, donnant ainsi lieu à d'importants différentiels de prix pour le gaz naturel canadien. Le développement d'un marché d'exportation du gaz naturel liquéfié (« GNL ») est vu comme essentiel pour appuyer le développement de ce secteur.

Selon l'ONE, le système de pipelines canadien fonctionne encore au maximum de sa capacité ou presque pour le pétrole brut. La capacité totale des pipelines de l'Ouest canadien vers les marchés internationaux, américains et de l'Est canadien était nominalement estimée à 4,1 millions de b/j en 2016. En ce qui a trait au pétrole brut, en particulier, le manque de capacité des pipelines a contribué aux importants rabais pour le pétrole brut canadien au cours des dernières années. L'approbation récente du projet de Canalisation 3 de Keystone XL par le gouvernement fédéral et sa récente annonce au sujet de l'acquisition des actifs du Pipeline de Trans Mountain comme moyen pour faire construire le pipeline sont positives et montrent un engagement clair envers l'importance de diversifier les marchés. L'accès aux marchés est extrêmement important, car il procure un avantage concurrentiel et établit le potentiel de monnayer le pétrole brut et les ressources en gaz naturel du Canada. Toutefois, il ne suffira peut-être pas de régler les problèmes d'accès pour régler les

problèmes de compétitivité auxquels le secteur canadien des hydrocarbures en amont se bute.

En plus des paramètres clés de rentabilité utilisés par l'industrie pour prendre des décisions d'investissement, la modélisation menée par l'industrie a tenu compte des politiques fiscales et en matière de climat comparables à travers les territoires de compétence (notamment les États-Unis) avec lesquelles le secteur du pétrole et du gaz canadien se bat sur les marchés. L'analyse a permis de conclure les points suivants :

- Pour le gaz naturel, les résultats d'économies représentatives comparables ont montré un écart mesurable sur le plan de la compétitivité entre les investissements canadiens dans le GNRL et des possibilités semblables aux États-Unis. La plus grande partie de cet écart est attribuable en grande partie aux récentes modifications apportées au système fiscal américain, mais aussi influencé par les coûts de conformité croissants résultant de politiques climatiques divergentes entre le Canada et les États-Unis.
- En ce qui a trait aux sables bitumineux, les résultats des économies représentatives de long cycle de la modélisation menée par l'industrie ont montré un écart de compétitivité entre les investissements canadiens dans les sables bitumineux et des possibilités de long cycle similaires dans le golfe du Mexique, pour des motifs liés aux modifications fiscales des États-Unis et aux coûts de conformité accrus, entre autres facteurs.

Le GTM reconnaît les récentes modifications annoncées par le gouvernement fédéral sur le développement et la mise en œuvre graduelles de la norme sur les carburants propres et sur la conception des normes fondées sur les résultats du système fédéral de tarification du carbone. Ce dernier réduira les coûts supplémentaires de conformité des politiques climatiques fédérales et soulagera certaines préoccupations liées à la compétitivité pour les industries à FICEEC.

Domaines de défis et de possibilités

Le GTM s'est concentré sur les domaines thématiques du climat d'investissement commercial, de l'accès aux marchés, des technologies et innovations et de l'image de marque en tant que domaines qui pourraient être considérés par les gouvernements et l'industrie pour relever les défis liés à la compétitivité. À travers les travaux menés par le GTM au cours des derniers mois, bon nombre de ces défis et possibilités ont été explorés :

- **Accès aux marchés** — Continuer de faire avancer les objectifs de diversification des marchés, notamment en améliorant l'accès aux marchés, de sorte que le Canada possède l'infrastructure énergétique pour être compétitif sur les marchés en Amérique du Nord et répondre à la demande mondiale croissante;
- **Politique budgétaire** — Maintenir la compétitivité dans les investissements d'une perspective économique en tenant compte des répercussions des récentes réformes fiscales des États-Unis et en examinant conjointement des approches innovatrices au financement des petites et moyennes entreprises dans le secteur en amont, tout en continuant à mettre en œuvre l'engagement du gouvernement

fédéral envers le G20 d'éliminer progressivement les subventions inefficaces aux combustibles fossiles d'ici 2025;

- **Politiques climatiques** – Continuer à reconnaître l'importance de compenser les effets sur la compétitivité des coûts de la pleine conformité reliés à toute la réglementation et à toutes les politiques climatiques pour les industries à forte intensité d'émissions et tributaires du commerce (industries à « FICEEC ») s'appuyant sur des mesures comprises dans le système fédéral de tarification du carbone;
- **Leadership international dans l'intensité des GES des exportations de gaz naturel** — Explorer la manière dont les mécanismes de l'Accord de Paris peuvent être mis à profit pour tenir compte de la contribution canadienne aux réductions des émissions mondiales;
- **Innovation** — Permettre l'accélération des technologies et des innovations collaboratives dans le secteur, y compris l'électrification des installations de production en amont; et,
- **Image de marque** — Améliorer et promouvoir l'image de marque du Canada en matière d'énergie, y compris le secteur de la production d'hydrocarbures en amont, en soulignant plus particulièrement l'innovation à améliorer la performance environnementale et la contribution du secteur à la croissance économique inclusive.

Le GTM est venu à la conclusion que l'examen par les gouvernements des domaines de possibilités susmentionnés pourrait améliorer la compétitivité du secteur canadien de la production d'hydrocarbures en amont, avec l'objectif global de rétablir la confiance des investisseurs, d'attirer les investissements, de respecter les objectifs du Canada en matière de changements climatiques et de fournir une plateforme pour la croissance économique.

Résumé

Les travaux du GTM fournissent une évaluation générale des enjeux de la compétitivité que doit relever le secteur canadien de la production d'hydrocarbures en amont et déterminent les domaines les plus prometteurs en vue de répondre à ces préoccupations. À la base, ces travaux visent à appuyer le programme du Canada, soutenir la croissance économique et la prospérité, appuyer la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, exercer un leadership pour atteindre les objectifs liés aux changements climatiques, faire du Canada un pays attrayant pour y investir, protéger les emplois canadiens et garantir une approche de développement économique inclusive.

Le Canada peut être le fournisseur de choix d'hydrocarbures concurrentiels sur le plan des coûts et du carbone tant sur les marchés intérieurs que mondiaux, produits selon des normes environnementales et sociales de calibre mondial. Des politiques robustes et efficaces, un climat d'investissement prospère et l'innovation continue sont essentiels pour concrétiser cette vision. En résumé : Le Canada a une possibilité opportune et significative

d'atteindre ses objectifs économiques et environnementaux, de contribuer à une croissance inclusive et de promouvoir une réconciliation significative avec les Peuples autochtones.